

KEN GROUP

Société par actions simplifiée au capital de 1.162.693,60 euros

Siège social : 62 rue Jouffroy d'Abbans - 75017 Paris

RCS Paris 489 723 858

(la « Société »)

**EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES
EN DATE DU 26 SEPTEMBRE 2022**

[...]

PREMIERE DECISION

Approbation des comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2021 et quitus au Président

Les Associés, statuant à l'unanimité,

connaissance prise du rapport de gestion établi par le Président et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021,

approuvent lesdits rapports ainsi que les comptes annuels, soit le bilan, le compte de résultat et l'annexe, de l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils lui ont été présentés et faisant apparaître une perte de (1.489.635) euros, ainsi que les opérations qui y sont mentionnées,

prennent acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts,

en conséquence, **donnent** quitus au précédent président, la société ZAK, pour l'exécution de son mandat au cours dudit exercice.

DEUXIEME DECISION

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Les Associés, statuant à l'unanimité,

connaissance prise (i) du rapport de gestion établi par du Président sur les comptes consolidés du Groupe et (ii) du rapport des co-Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021,

approuvent lesdits rapports ainsi que les comptes consolidés, savoir le bilan consolidé, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés le 31 décembre 2021 tels qu'ils sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

TROISIEME DECISION

Affectation du résultat de l'exercice social clos

Les Associés, statuant à l'unanimité,

connaissance prise du rapport de gestion du Président,

approuvent la proposition du Président et **décident**, d'affecter la perte en totalité au compte de « Report à Nouveau »

[...]

QUATRIEME DECISION

Lecture du rapport spécial des co-commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce, et décision à cet égard

Les Associés, statuant à l'unanimité,

connaissance prise du rapport spécial des co-commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce,

approuvent ledit rapport ainsi que les conventions qui y sont mentionnées.

[...]

SIXIEME DECISION

Pouvoir pour l'accomplissement des formalités

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

confèrent tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

* * *

Certifié conforme

Signé par :

23A10AA839DF478...

Le Président

HALLO

Par : Arthur Benzaquen

MASADA GROUP

Société par actions simplifiée au capital de 1.162.693,60 euros

Siège social : 62 rue Jouffroy d'Abbans - 75017 Paris

RCS Paris 489 723 858

(la « **Société** »)

STATUTS

Mis à jour aux termes de la consultation des associés en date du 29 novembre 2024

Signé par :

23A10AA839DF478...

Certifiés conforme
Le Président

1. FORME – OBJET- DENOMINATION- SIEGE SOCIAL – DUREE

Article 1. FORME

La Société a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée immatriculée le 25 avril 2006.

Elle a été transformée en société par actions simplifiée aux termes de l'assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire du 15 mai 2013.

La Société est régie par les dispositions légales applicables à cette forme sociale, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel publiquement à l'épargne.

Article 2. OBJET

La société a pour objet par toutes voies directes ou indirectes en France et à l'étranger :

- la production d'œuvres audiovisuelles et musicales,
- le conseil en création, en gestion et en organisation d'entreprises, notamment au profit de toutes entreprises visées aux alinéas suivants ;
- la fourniture de prestations de services en matière administrative, comptable, informatique, commerciale, financière, juridique, fiscale, marketing, développement ainsi qu'en matière de formation, de communication, d'organisation d'événements et de séminaires, d'achats et de logistique, d'acquisitions de sociétés ou d'entreprises et de gestion des ressources humaines ;
- la prise de participations par tous moyens dans toutes sociétés ou entreprises ;
- la gestion et la cession de ces participations en France et à l'étranger,
- La création, le développement et l'exploitation de centres sportifs de remise en forme, de loisirs, tourisme, centre d'affaires lesdites activités comprenant notamment : soins esthétiques visage et corps, gymnastique, danse, massages, coiffure, bars, restaurants, buanderie, et d'une façon générale toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles ou préparatoires à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation ;
- La recherche et développement en vue de la création, le développement et l'exploitation de centres de remises en forme et d'appareils de musculation, de fitness et plus généralement de sport reposant sur un univers écologique et sur l'utilisation des énergies alternatives et/ou renouvelables ;
- Tous services loisirs, tels qu'organisation de conférences, congrès, réunions, cocktails, réceptions privées en tous genres ;
- Tous services tourisme, tels que billetterie, voyages, théâtre ;
- Tous services affaires, tels que location de bureaux, salles de réunions, de conférence, projection ;

- L'achat et vente de tous produits, articles et accessoires de sport, mode, articles de Paris, parfumerie, produits de beauté et de couture.

La société a également pour objet :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout autre objet similaire ou connexe.

Pour réaliser cet objet, la société peut recourir, en tous lieux, à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, sans aucune exception, dès lors que, directement ou indirectement, ils contribuent ou peuvent contribuer, ils facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités ci-dessus définies ou ils permettent de sauvegarder les intérêts commerciaux, industriels ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation de groupe ou d'affaires.

La Société maintiendra jusqu'au 1er janvier 2022 exclusivement une activité industrielle et commerciale telle que visée par l'article 885-0 V bis du Code Général des Impôts et n'exercera aucune des activités exclues par l'article 885-0 V bis du Code Général des Impôts, notamment les activités de gestion de patrimoine mobilier et les activités de gestion ou de location d'immeubles, sauf lorsque l'activité non éligible est exercée à titre accessoire et constitue le complément indissociable d'une activité éligible tout en respectant les conditions suivantes:

- identité de clientèle;
- prépondérance de l'activité éligible en termes de chiffre d'affaires, l'activité non éligible devant présenter un caractère accessoire;
- nécessité d'exercer l'activité non éligible pour des raisons techniques et/ou commerciales.

Article 3. DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : « **MASADA GROUP** ».

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4. SIEGE SOCIAL

Le siège est fixé au :

62 rue Jouffroy d'Abbans - 75017 Paris.

Le transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe est décidé par le Président. Dans tous les autres cas, le transfert du siège social résulte d'une décision collective des associés.

Article 5. DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans, sauf en cas de dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la Société est prise par décision collective des associés.

2. CAPITAL SOCIAL- FORME DES ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS – TRANSMISSION DES ACTIONS

Article 6. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de un million cent soixante-deux mille six cent quatre-vingt-treize euros et soixante centimes d'euro (1.162.693,60€). Il est divisé en 2.906.734 actions de 0,40 euro de valeur nominale, réparties en cinq catégories d'actions comme suit :

- 2.134.249 actions ordinaires,
- 472.462 actions de préférence de catégorie ADP2016 dont les termes et conditions sont précisés en Annexe 1 (les « **ADP2016** »),
- 300.021 actions de préférence de catégorie ADP AO dont les termes et conditions sont précisés en **Error! Reference source not found.** (les « **ADP AO** »),
- 1 action de préférence de catégorie ADP KC dont les termes et conditions sont précisés en **Error! Reference source not found.** (l'« **ADP KC** »), et
- 1 action de préférence de catégorie ADP Zak dont les termes et conditions sont précisés en **Error! Reference source not found.** (l'« **ADP Zak** »).

Article 7. MODIFICATIONS DU CAPITAL

Sous réserve des dispositions de l'article 10 des présents statuts, le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi et par les présents statuts (et en particulier sous réserve des règles applicables aux ADP2016), par décision collective des associés.

Article 8. FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registre tenus à cet effet par la Société.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la Société à tout associé qui en fait la demande.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Article 9 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente, sous réserve des règles spécifiques applicables aux ADP2016, ADP AO et à l'ADP KC et l'ADP Zak.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence du montant de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, le ou les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Chaque action donne droit à une voix, à l'exception de l'ADP Zak qui ne porte pas de droit de vote. Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-proprétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

Article 10 – TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ». L'inscription au compte du cessionnaire est faite à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement, et au plus tard dans les 15 jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi par un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Article 11 – CESSIION DES ACTIONS

Sous réserve des dispositions applicables aux ADP2016 telles que prévues à l'Annexe 1 et des stipulations du pacte d'associé conclu entre des associés de la Société le 27 mai 2019 (le « Pacte »), les actions de la Société peuvent être cédées librement.

3. ADMINISTRATION DE LA SOCIETE – CONTROLE – CONVENTIONS REGLEMENTEES

Article 12 – PRESIDENT DE LA SOCIETE

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne morale ou physique, associé ou non de la Société. Le Président personne morale est représenté par ses dirigeants sociaux.

Le Président est nommé par décision collective des associés dans le respect des stipulations du Pacte.

Le Président est nommé sans limitation de durée. Il peut démissionner de ses fonctions, à charge pour lui d'en prévenir les associés un (1) mois au moins à l'avance.

Le Président est révocable *ad nutum* à tout moment par décision des associés statuant à la majorité simple, sans qu'il soit nécessaire de justifier d'un quelconque motif et sans que sa révocation ne puisse donner droit à aucune indemnité de quelque nature que ce soit, sauf stipulations contractuelles contraires.

La rémunération du Président est fixée par décision collective des associés dans le respect des conditions prévues au Pacte.

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des Décisions Importantes, des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Article 13 – COMITE DE SUIVI

Un comité de suivi (le « **Comité de suivi** ») exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société et de ses filiales.

13.1 - Désignation

Le Comité de suivi est composé de sept (7) membres.

Les membres du Comité de suivi, associés ou non, sont nommés par la collectivité des associés dans le respect des conditions de nomination prévues au Pacte.

Le Comité de suivi élira un président au sein de ses membres, dans le respect des conditions du Pacte.

Les membres du Comité de suivi (y compris son président) ne seront pas rémunérés dans le cadre de leurs fonctions et prendront à leur charge les dépenses encourues à ce titre

Les sociétés de toute forme, associés ou non, peuvent faire partie du Comité de suivi. Lors de leur nomination, elles sont tenues de désigner, pour participer aux délibérations du Comité de suivi et, généralement, pour exercer ce mandat de membre du Comité de suivi, un représentant permanent pour la durée du mandat de la Société membre du Comité de suivi.

En cas de décès, démission ou révocation de son représentant permanent, la personne morale membre du Comité de suivi est tenue de notifier sans délai à la Société par tous moyens l'identité de son nouveau représentant permanent. Le mandat du représentant permanent doit être confirmé lors de chaque renouvellement du mandat de la personne morale membre du Comité de suivi.

13.2 Durée des fonctions - Remplacement

Les membres du Comité de suivi sont nommés pour une durée indéterminée et sont révocables *ad nutum* par la collectivité des associés.

En cas de vacance pour quelque raison que ce soit d'un ou plusieurs sièges de membre du Comité de Suivi, le remplaçant sera coopté selon les règles de nomination prévues aux présents statuts et sa nomination sera confirmée lors de la prochaine assemblée générale des associés.

13.3 – Réunion du Comité de suivi et délibérations

Le Comité de suivi se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, toutes les fois qu'il le juge nécessaire et au moins une fois par trimestre, au siège de la Société ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Les convocations sont faites par le président du Comité de suivi ou en son nom par toute personne qu'il désignera. Chaque membre du Comité de suivi aura par ailleurs la faculté de convoquer le Comité de suivi aussi souvent qu'il l'estimera nécessaire dans l'intérêt de la Société.

La convocation, comportant l'ordre du jour de la réunion, devra être adressée aux membres du Comité de Suivi par tous moyens écrit (y compris par courrier électronique) au moins cinq (5) jours ouvrés avant la date envisagée pour la réunion. Il pourra être dérogé à ce délai (i) si tous les membres du Comité de Suivi sont présents ou représentés à la réunion du Comité de Suivi, ou (ii) si les membres du Comité de Suivi absents et non représentés au Comité de Suivi consentent à ce que la réunion du Comité de Suivi se tienne en leur absence (un tel consentement pouvant être donné par tout moyen écrit).

Tout membre du Comité de suivi peut donner mandat à un autre membre pour le représenter dans une délibération dudit Comité de suivi et voter pour lui sur une, plusieurs ou toutes les questions prévues à la convocation ; le Comité de suivi est seul juge de la validité du mandat, lequel peut d'ailleurs être donné par simple lettre ou courrier électronique.

Les règles de quorum sont précisées au Pacte. Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres qui participent à la réunion du Comité de suivi par des moyens de visioconférence.

Les décisions du Comité de suivi seront valablement adoptées à la majorité simple de ses membres présents ou représentés, chaque membre disposant d'une (1) voix, sous réserve des règles spécifiques applicables aux Décisions Réservées.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux qui sont, ainsi que les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, établis et signés conformément aux stipulations du Pacte, et conservés au siège social de la Société.

13.4 – Rôle du Comité de suivi

Le Comité de suivi et ses membres ne disposeront d'aucun pouvoir de représentation de la Société à l'égard des tiers et ne pourront ainsi à aucun moment engager le Société.

Le Comité de suivi exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société et de ses filiales. À toute époque de l'année, le Comité de suivi opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Les décisions suivantes concernant la Société ou l'une de ses filiales, ainsi que toute mesure conduisant en pratique aux mêmes conséquences que celles résultant de l'une des décisions suivantes (les « **Décisions Importantes** ») sont soumises à l'autorisation préalable du Comité de suivi statuant à la majorité simple :

- (a) toute acquisition, souscription, échange, cession ou émission d'actions ou de valeurs mobilières de quelque nature que ce soit (hors placements monétaires), y compris notamment à titre d'option ou de paiement du dividende ;
- (b) toute modification des statuts, et tout acte ayant pour objet ou effet une modification des statuts ;
- (c) toute décision de distribution de dividendes ou de réserves sauf dividende prioritaire attaché aux ADP2016, à l'ADP Zak ou à l'ADP KC ;
- (d) l'approbation et la modification du budget annuel, l'arrêté des comptes de fin d'exercice, l'affectation des résultats et tout changement significatif de principes et/ou méthodes comptables ;
- (e) la nomination et la révocation des commissaires aux comptes ;

- (f) la création, la dissolution, l'acquisition ou la cession de toute société, entreprise, filiale ou tout autre entité, de quelque nature et de quelque importance que ce soit, et toute opération de partenariat ou accord de joint-venture ;
- (g) toute opération de transformation ou de restructuration (y compris fusions, scissions apports) impliquant la Société ou l'une de ses filiales contribuant au chiffre d'affaires consolidé du groupe pour moins de 375.000€ / 2,5 %, à moins que l'opération n'ait été autorisée dans le cadre de l'approbation du budget ;
- (h) l'acquisition ou la cession d'actifs, de fonds de commerce ou la modification (création, extension, réduction ou suppression) d'activité pour une valeur, par opération, supérieure à 375.000 €, à moins que l'opération n'ait été autorisée dans le cadre de l'approbation du budget ;
- (i) la conclusion ou la modification d'emprunts (autres que les emprunts à court terme destinés à la trésorerie ou au fonds de roulement) d'un montant supérieur à 250.000 € par opération au cours du même exercice social ou ayant pour effet d'accroître l'endettement consolidé de la société au-delà du montant autorisé aux termes de la documentation de financement du groupe ;
- (j) tout gage, nantissement, cautionnement ou autres sûretés autre que dans le cours normal des affaires, à l'exception des sûretés autorisées au titre de la documentation de financement du groupe ;
- (k) toute décision devant faire l'objet d'une autorisation préalable des établissements financiers au titre de la documentation de financement du groupe ou qui, à défaut d'un tel accord, résulterait ou serait susceptible de résulter en un cas de remboursement anticipé obligatoire ou d'exigibilité anticipée aux termes desdits contrats de financement ;
- (l) toute décision impliquant, immédiatement ou à terme, en une ou plusieurs fois, des dépenses, investissements ou engagements pour un montant en dépassement du budget annuel de 500.000 € ;
- (m) l'ouverture ou la conduite de toute procédure judiciaire, administrative, ou arbitrale, et/ou la conclusion de toute transaction, en tant que défendeur ou comme demandeur et dont l'enjeu excède 500.000 € ;
- (n) la mise en place de tout plan d'intéressement ou de participation pour les salariés et mandataires sociaux et toute modification de tels plans à l'exception de ce qui résulterait d'une obligation légale ;
- (o) le recrutement, la révocation ou la modification de la rémunération de tout dirigeant ou de tout salarié dont la rémunération annuelle brute serait supérieure à 250.000 € (à l'exception d'un licenciement pour faute lourde ou grave nécessitant une mise à pied immédiate), ou l'augmentation de la rémunération et des avantages qui leur sont consentis ;
- (p) toute décision d'admission des titres d'une Société du Groupe à la négociation sur un marché réglementé, le choix de la procédure y afférente et le choix de l'établissement introducteur ; et
- (q) toute modification significative des activités de la Société ou de l'une de ses filiales ;

- (r) la cession des titres de Ken Club SAS ou ses actifs ;
- (s) la conclusion ou la modification de toute convention règlementée ou toute convention conclue par la Société ou l'une de ses filiales et une partie liée directement ou indirectement aux Fondateurs (tel que ce terme est défini dans le Pacte), à des membres de leur famille ou à tout autre associé direct ou indirect de la Société (y compris concernant des frais de gestion) ; et
- (t) tout engagement d'accomplir tout acte listé ci-dessus, de donner une promesse ou de conclure tout autre engagement dont l'exercice exigera ou pourrait exiger de la Société ou de l'une de ses filiales d'accomplir tout acte listé ci-dessus.

Article 14 – COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il existe, exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

Article 15 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des associés.

Article 16 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant sont mentionnées au registre des décisions des associés.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, la procédure de contrôle est celle prévue par l'article L. 227-10, alinéa 1 et 2 du Code de Commerce.

4. DECISIONS DES ASSOCIÉS

Article 17 – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

Sous réserve des décisions qui nécessitent l'approbation préalable du Comité de suivi ou celle de l'assemblée spéciale des porteurs d'actions de préférence (en ce compris les ADP2016 en vertu des termes et conditions prévus en Annexe 1) ou de tout type de valeurs mobilières émises par la Société, les seules décisions qui relèvent de la compétence des associés sont celles pour lesquelles la loi et les présents statuts imposent une décision collective des associés :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- nomination et révocation du Président ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- dissolution de la Société ;
- augmentation du capital de la Société;
- fusion, scission et apport partiel d'actif ;
- nomination des membres du Comité de suivi (dans le respect des stipulations du Pacte),

- toutes autres modifications statutaires.

Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du Président.

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix de l'auteur de la convocation, en assemblée générale, par consultation écrite. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte unanime signé de tous les associés.

Les assemblées générales sont convoquées soit par le Président de la Société, soit par le Commissaire aux comptes, soit par un ou plusieurs associés représentant au moins dix pour cent (10%) du capital de la Société. La convocation est effectuée par tous moyens au moins cinq (5) jours avant la date de l'assemblée. Elle indique l'ordre du jour. L'assemblée peut, en outre, être convoquée verbalement et se tenir sans délai si tous les associés y sont présents ou régulièrement représentés, ou ont tous expressément renoncé au délai de convocation.

S'il en est ainsi décidé par l'auteur de la convocation, tout associé peut participer et voter à l'assemblée générale par visioconférence ou tout autre moyen de télécommunication permettant son identification.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société ; en cas d'absence l'assemblée élit son président. L'assemblée générale convoquée à l'initiative du Commissaire aux Comptes ou d'un ou plusieurs associés est présidée par l'auteur de la convocation.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun, par lettre recommandée avec accusé de réception. Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout associé n'ayant pas répondu dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la réception des projets de résolutions, est considéré comme s'étant abstenu. La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le Président de la Société, sur lequel est portée la réponse de chaque associé et accompagnée de la copie des remarques et observations faites le cas échéant par chaque associé.

Sous réserve des décisions requérant l'unanimité en application de l'article L. 227-19 du Code de Commerce ou des dispositions des présents statuts requérant une majorité spécifique, les décisions collectives sont adoptées à la majorité de plus de la moitié des actions.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix, à l'exception de l'ADP Zak qui ne porte pas de droit de vote.

En cas de réunion de l'assemblée générale des associés, un procès-verbal est établi par le président de séance et signé par lui et un associé. Les décisions des associés, prises sous quelque forme que ce soit, sont constatées dans un registre coté et paraphé.

5. EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – BENEFICES - DIVIDENDES

Article 18 – EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 19 – COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Il établit également les comptes annuels, ainsi que le cas échéant des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe, un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et développement.

Les associés approuvent les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice.

Article 20 – AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, ainsi que tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement de 5 % au moins, affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.

Sous réserve des dispositions des présents statuts applicable à certaines classes d'actions de préférence, et en particulier les ADP2016, l'ADP KC et l'ADP Zak, la part attribuée aux actions sur ce bénéfice est déterminée par décision collective des associés.

La décision collective des associés peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, il peut être décidé d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

6. DISSOLUTION – LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 21 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

La dissolution entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions de la loi et aux décrets pris pour son application.

Article 22 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

ANNEXE 1

TERMES ET CONDITIONS DES ADP 2016

Les actions de préférence ADP2016 sont émises au nombre maximum de 500.000.

Les ADP2016 seront soumises à toutes les stipulations statutaires sous réserve des droits spécifiques décrits ci-après.

Aux ADP2016 sont attachés les droits et prérogatives suivants :

(i) Dividendes prioritaires

Les ADP2016 n'ont pas de droit au versement du dividende ordinaire de la Société.

En revanche, chaque ADP2016 a droit à un dividende annuel prioritaire et cumulatif, versé par préférence à toutes les autres actions de la Société, prélevé sur les sommes distribuables et versé dans les neuf mois suivant la date de clôture de chaque exercice social (le « **Dividende Prioritaire** »).

Le Dividende Prioritaire est égal au taux du Dividende Prioritaire multiplié par 10 €.

Pour tous les exercices sociaux clos avant le 1er janvier 2022, le taux du Dividende Prioritaire est nul, c'est à dire qu'aucun Dividende Prioritaire ne sera versé aux ADP2016 avant cette date.

Pour les exercices sociaux clos postérieurement à cette date, le taux du Dividende Prioritaire est égal à Euribor 12 mois + 1 500 points de base. En cas d'allongement de la durée d'un exercice social au-delà de douze mois, le montant des Dividendes Prioritaires sera augmenté *prorata temporis*.

Le Dividende Prioritaire est cumulatif. Au paiement du Dividende Prioritaire s'ajoute donc le cas échéant le paiement d'un dividende cumulé (le « **Dividende Cumulé** »), qui sera égal à la somme des montants des Dividendes Prioritaires non versés durant au maximum les cinq exercices sociaux qui précèdent l'exercice social au cours duquel le Dividende Prioritaire est versé, montants auxquels est appliqué un taux de capitalisation annuel de 15%.

Ainsi et à titre d'illustration si la Société n'a pas versé de Dividende Prioritaire au titre des deux premiers exercices sociaux pleins clos à compter de la date de clôture du cinquième exercice suivant la date de souscription des ADP2016, le montant du Dividende Cumulé, payable pour chaque ADP2016 au titre de cet exercice social en sus du Dividende Prioritaire, sera égal à (Euribor 12 mois + 1 500 points de base) x 10 € x (1,15 + 1,15 x 1,15).

Le paiement du Dividende Prioritaire et du Dividende Cumulé dans les neuf mois suivant la clôture de l'exercice social est une obligation de la Société à hauteur des sommes distribuables figurant à son bilan, étant entendu que les Dividendes Prioritaires et les Dividendes Cumulés seront imputés en priorité sur les bénéfices distribuables de l'exercice social, puis sur les autres sommes distribuables. Si l'assemblée ne vote pas cette distribution, ou si la Société ne met pas en paiement le dividende voté par l'assemblée, alors tout Porteur d'ADP2016 pourra forcer le règlement du dividende par voie d'action en justice.

Pour tous les exercices sociaux à compter de et y compris celui clos le 31 décembre 2016, une fois voté et payé le montant du Dividende Prioritaire et le cas échéant du Dividende Cumulé, la société pourra voter et verser un dividende aux autres actions émises et à émettre de la Société (« le **Dividende Ordinaire** »). Le Dividende Ordinaire sera prélevé uniquement sur le bénéfice distribuable défini à l'article L232-11 du Code de Commerce, dans la limite du seul résultat net de l'exercice social diminué des produits financiers et des

produits exceptionnels du même exercice social, sauf accord écrit préalable du Représentant des Porteurs d'ADP2016.

Pour tous les exercices sociaux à compter de et y compris celui clos le 31 décembre 2022, en cas de non exercice de l'option de rachat définie à l'article c des statuts, si un Dividende Ordinaire est versé aux autres actions émises et à émettre de la société, ce Dividende Ordinaire ne pourra excéder, à égalité de valeur nominale, le montant du Dividende Prioritaire, sauf à verser simultanément aux Porteurs des ADP2016 un dividende complémentaire (le « **Dividende Complémentaire** ») prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice social, les réserves distribuables ou le report à nouveau, et égal en cas d'égalité de valeur nominale, à la différence entre le Dividende Ordinaire et le Dividende Prioritaire. En cas d'inégalité des valeurs nominales entre les ADP2016 et les autres actions, le Dividende Complémentaire sera ajusté en conséquence.

Les ADP2016 porteront jouissance à compter de l'exercice social au cours duquel leur souscription a été réalisée.

(ii) Représentant des Porteurs des ADP2016

Les Porteurs des ADP2016 sont représentés de façon permanente par un représentant (le « **Représentant des Porteurs des ADP2016** ») désigné en assemblée spéciale. Le Représentant des Porteurs des ADP2016 sera convoqué, avec un délai minimum de 15 jours, aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires en lieu et place des Porteurs d'ADP2016. A ce titre, toute notification, convocation ou communication de quelque nature qu'elle soit, adressée au Représentant des Porteurs des ADP2016 au titre des présents statuts sera réputée avoir été correctement faite auprès de chaque Porteur des ADP2016 et donc comme leur étant opposable, le Représentant des Porteurs des ADP2016 étant personnellement responsable de l'information de chaque Porteur d'ADP2016 dans les délais. Il pourra voter par correspondance aux assemblées, ou y participer et prendre part aux débats et au vote des résolutions au nom et pour le compte de l'ensemble des Porteurs d'ADP2016.

Cependant, les droits de convocation, de participation et de vote au sein des assemblées spéciales des Porteurs des ADP2016 (les « **Assemblées Spéciales** »), ne pourront être exercés que par les Porteurs des ADP2016. Les modalités de convocation, de tenue d'assemblée et de vote aux Assemblées Spéciales sont celles qui prévalent pour les assemblées extraordinaires de la Société à l'exception des conditions de quorum qui sont régies par celles énoncées à l'article L225-99 alinéa 3 du code de commerce.

Le Représentant des Porteurs des ADP2016 sera nommé et révoqué par une Assemblée Spéciale. Il pourra démissionner de ses fonctions, au cours d'une Assemblée Spéciale convoquée à cet effet. Dans cette hypothèse, il aura l'obligation de présenter un successeur devant être immédiatement désigné par l'Assemblée Spéciale convoquée. Sa démission ne prendra effet qu'à la date de désignation de son successeur.

Le Représentant des Porteurs des ADP2016 percevra une rémunération initiale puis une rémunération annuelle au titre de l'animation et de la représentation des Porteurs des ADP2016. La rémunération initiale sera égale à 10% du montant total reçu par la Société au titre de la souscription des ADP2016 augmenté de la TVA et sera payée par prélèvement automatique sur le compte bancaire de la Société le premier jour ouvré du mois de juillet 2016. La rémunération annuelle sera égale à 4 % du montant total reçu par la Société au titre de la souscription des ADP2016 augmenté de la TVA et sera payée par la Société par prélèvement automatique sur le compte bancaire de la Société chaque année le premier jour ouvré du mois de mars ; étant précisé que pour l'année d'émission des ADP2016, la rémunération sera établie *pro rata temporis* à compter de la souscription des ADP2016 et sera payée concomitamment au premier versement de la rémunération annuelle.

La rémunération annuelle due au titre du présent paragraphe, impayée à sa date d'exigibilité, portera de plein droit et sans qu'il soit besoin de demander ou de mise en demeure, intérêt à un taux directeur de la Banque Centrale majoré de 10%, calculé *pro rata temporis* sur la base du nombre exact de jours écoulés à compter de la date d'exigibilité jusqu'au jour du paiement total et effectif, et d'un mois de 30 jours.

La perception d'intérêts de retard ne pourra être interprétée comme constituant un accord du Représentant des Porteurs des ADP2016 sur un quelconque moratoire. Tous intérêts, frais et indemnités spéciales seront capitalisés, s'ils sont dus pour une année entière, conformément aux dispositions de l'article 1154 du Code civil.

Il est précisé que toute communication de la Société à destination des Porteurs des ADP2016 sera toujours adressée en exclusivité au Représentant des Porteurs des ADP2016 qui se chargera de diffuser l'information communiquée par la Société aux Porteurs des ADP2016 dans le format et à un rythme qui relèvera de la seule décision du Représentant des Porteurs des ADP2016. En aucun cas la Société ne communiquera directement ses informations aux Porteurs des ADP2016 sans passer par l'entremise du Représentant des Porteurs des ADP2016.

En cas d'exercice de l'option de rachat définie au paragraphe c des statuts, la mission du Représentant des Porteurs des ADP2016 sera terminée une fois le Prix de Rachat versé et les titres transférés.

Le premier Représentant des ADP2016 est Audacia, société par actions simplifiée de droit français au capital social de 457 000 euros, dont le siège social est situé 6, rue de Téhéran 75008 Paris et dont le numéro d'identification au registre du commerce et des sociétés est le 492 471 792 RCS Paris.

(iii) Option de Rachat

Chaque Porteur des ADP2016 s'engage irrévocablement à céder à la société ZAK ou à toute autre personne qu'elle se substituerait, à l'exclusion de la Société (le « **Tiers Acheteur** »), si ce(s) dernier(s) le lui demande(nt) (l'« **Option de Rachat** ») pendant la période courant du 1er janvier 2022 au 30 mars 2022 (la « **Période d'Option** »), en une seule fois la totalité des ADP2016 qu'il détient pour un montant par ADP2016 égal à $120\% \times 10 \text{ €}$ (« le **Prix de Rachat** »).

La levée de l'Option de Rachat sera valablement notifiée au Représentant des Porteurs des ADP2016 par le Tiers Acheteur, au plus tard le dernier jour de la Période d'Option par tout moyen. La notification contiendra le nom ou la raison sociale et l'adresse du Tiers Acheteur ainsi que son numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés s'il s'agit d'une personne morale.

Faute de notification de la levée de l'Option de Rachat à cette date par le Tiers Acheteur, l'Option de Rachat deviendra caduque.

Si l'Option de Rachat n'était pas levée dans le délai susvisé, toute clause statutaire, notamment d'agrément ou de préemption, limitant la liberté de cession des différentes catégories d'actions déjà émises ou à émettre par la Société sera considérée comme inapplicable et non écrite eu égard aux ADP2016.

L'Option de Rachat porte exclusivement sur la totalité des ADP2016 et aucun exercice partiel n'est autorisé.

La réalisation de la cession des ADP2016 sera subordonnée à la délivrance :

- (A) au Représentant des Porteurs des ADP2016 qui transmettra à chacun des Porteurs des ADP2016 en cas de vente, des chèques de banque (ou tout autre document apportant la preuve de l'exécution d'un virement bancaire) d'un montant égal au Prix de Rachat ;
- (B) à la Société, d'un ordre de mouvement lui donnant ordre de procéder au transfert, des ADP2016 au bénéfice du Tiers Acheteur, dûment rempli et signé.

Le paiement du Prix de Rachat par le Tiers Acheteur, devra intervenir dans les 30 (trente) jours qui suivent la notification de l'Option de Rachat.

En cas de notification de l'Option de Rachat dans les délais et faute de paiement du Prix de Rachat dans le délai indiqué ci-dessus, l'Option de Rachat deviendra caduque et son exercice sera réputé inexistant et de nul effet.

Le Tiers Acheteur, les Porteurs des ADP2016 et le Représentant des Porteurs des ADP2016 reconnaissent expressément le caractère irrévocable et intangible des termes de l'Option de Rachat. Toute manifestation de volonté de la part de l'un d'entre eux, sans le consentement exprès des autres, visant à affecter les termes et conditions de l'Option de Rachat sera privée de tout effet. En conséquence, les Porteurs des ADP2016, le Représentant des Porteurs des ADP2016 et le Tiers Acheteur conviennent, par dérogation expresse aux dispositions de l'article 1142 du Code civil, que le Tiers Acheteur pourra poursuivre en exécution forcée de l'Option de Rachat le(les) Porteur(s) défaillant(s) et le Représentant des Porteurs des ADP2016 et ce, sans préjudice des dommages et intérêts qu'elle pourra solliciter.

(iv) Informations légales et contractuelles des Porteurs des ADP2016

La communication de tous les documents destinés par les lois et règlements aux actionnaires sera valablement faite par la Société au Représentant des Porteurs des ADP2016 pour ce qui concerne les Porteurs des ADP2016.

De façon générale le Représentant des Porteurs des ADP2016 sera l'interlocuteur unique de la Société pour le compte des Porteurs des ADP2016. Toute demande de document sera adressée par les Porteurs des ADP2016 au Représentant des Porteurs des ADP2016 et non pas à la Société directement.

En complément des droits d'information qui sont attribués aux actionnaires par la loi et les règlements, la Société s'engage à communiquer au Représentant des Porteurs des ADP2016 les informations suivantes :

- les comptes sociaux annuels dans les 90 (quatre-vingt-dix) jours suivants la clôture de l'exercice social ;
- pour tous les exercices sociaux à compter de et y compris celui clos le 31 décembre 2016 et indépendamment des seuils prévus aux articles L233-17 et R233-16 du code de commerce, la Société établira, dans les six mois suivants la clôture de l'exercice social, des comptes consolidés suivant les méthodes de consolidations définies aux articles L233-16 et suivants du code de commerce ;
- un rapport semestriel détaillant les principaux événements commerciaux, sociaux et financiers, ainsi que relatif à la participation du Représentant des Porteurs des ADP2016 aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la Société, dans une forme qui sera arrêtée par le Représentant des Porteurs des ADP2016 après concertation avec le Président de la Société, et qui sera transmis au Représentant des Porteurs des ADP2016 au plus tard 30 (trente) jours après la fin de chaque semestre;
- une copie du registre des mouvements de titres de la Société, tous les ans et toutes autres informations que le Représentant des Porteurs des ADP2016 pourrait raisonnablement demander au Dirigeant de lui fournir.

Si une de ces informations n'étaient pas communiquées dans la forme et dans les délais prévus, le Représentant des Porteurs des ADP2016 pourra mandater un expert qu'il choisira pour effectuer toutes missions de contrôle comptable/juridique qu'il jugera nécessaires. Il est précisé que la Société permettra et facilitera l'accomplissement de ces missions par l'expert choisi dont les frais d'expertise seront à la charge de la Société.

Le Représentant des Porteurs des ADP2016 communiquera au moins une fois par an aux Porteurs des ADP2016 un compte-rendu, et tiendra à la disposition des Porteurs des ADP2016 l'ensemble des documents auxquels les actionnaires ont accès selon la législation en vigueur.

Enfin, les Porteurs des ADP2016 donnent mandat au Représentant des Porteurs des ADP2016 pour diligenter pour leur compte toute expertise de gestion sur le fondement de l'article L225-231 du Code de commerce.

(v) Droit de sortie conjointe

(A) A l'issue de la Période d'Option et dans la mesure où l'Option de Rachat n'a pas été exercée, et dans l'hypothèse où :

- un ou plusieurs associés de la Société (ci-après désignée(s) la (les) « **Partie(s) Concernée(s)** »), envisagerai(en)t, seule ou ensemble, le transfert de titres de la Société (ci-après désignés les « **Titres Concernés** »), à un tiers ou à un associé (ci-après désigné l' « **Acquéreur** »), ou plusieurs Acquéreurs agissant de concert au sens de l'article L.233-10 du Code de commerce ;
- ce transfert entraînant un changement de contrôle (au sens de l'article L233-3 du Code de commerce) de la Société, immédiatement ou à terme, directement ou indirectement,

les Porteurs des ADP2016 disposeront d'un droit de sortie totale, aux termes duquel ils seront admis à transférer à l'Acquéreur une partie ou la totalité de leurs ADP2016, selon les mêmes modalités que celles offertes par l'Acquéreur à la Partie Concernée et aux conditions de prix décrites ci-dessous (ci-après le « **Droit de Sortie Totale** »),

(B) En conséquence, dans la situation visée au paragraphe ci-dessus, la Partie Concernée devra notifier au Représentant des Porteurs des ADP2016 préalablement à la réalisation du transfert entraînant l'application du Droit de Sortie Totale, les détails de ce projet de transfert (prix d'achat, identité de l'Acquéreur et autres modalités offertes par l'Acquéreur) et que ce projet de transfert est susceptible d'entraîner un changement de contrôle de la Société (au sens de l'article L233-3 du Code de commerce).

(C) Les Porteurs des ADP2016 disposeront d'un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception de la notification prévue au paragraphe (B) ci-dessus pour exercer leur Droit de Sortie Totale suivant les modalités suivantes.

La décision des Porteurs des ADP2016 relative à l'exercice du Droit de Sortie Totale sera prise en Assemblée Spéciale et s'imposera alors à tous les Porteurs des ADP2016.

Dans l'hypothèse où les quorums légaux de l'Assemblée Spéciale ne seraient pas atteints, chaque Porteur des ADP2016 qui souhaiterait exercer son Droit de Sortie Totale devra notifier sa décision d'exercer ledit droit au Représentant des Porteurs des ADP2016 en précisant le nombre d'ADP2016 qu'il souhaite céder.

Si les Porteurs des ADP2016 ont exprimé en Assemblée Spéciale ou, à défaut de quorum, individuellement, leur souhait de faire valoir leur Droit de Sortie Totale le Représentant des Porteurs des ADP2016 notifiera à la Partie Concernée, préalablement à l'expiration du délai indiqué ci-dessus, le nombre d'ADP2016 que les Porteurs des ADP2016 souhaitent céder (ci-après désignés les « **ADP2016 Offertes** »).

En cas d'exercice du Droit de Sortie Totale, le prix d'achat par l'Acquéreur de chaque ADP2016 Offerte sera établi sur la base du prix d'achat convenu entre l'Acquéreur et la Partie Concernée pour le transfert des Titres Concernés, ou, le cas échéant, offert de bonne foi par la Partie Concernée. Chaque ADP2016 sera valorisée comme une action ordinaire de la Société si les actions ordinaires et les ADP2016 ont la même valeur nominale ; et dans le cas où les deux valeurs nominales seraient différentes, chaque ADP2016 sera valorisée en multipliant la valeur d'une action ordinaire par le rapport entre la valeur nominale d'une ADP2016 et la valeur nominale d'une action ordinaire. A ce prix sera rajouté le montant du Dividende Prioritaire Cumulé.

Dans le cas où ce transfert conférant le contrôle serait effectué en plusieurs tranches, le prix retenu pour l'exercice du Droit de Sortie Totale correspondra soit (i) au prix par action convenu lors de la cession de la dernière tranche, soit (ii) au prix moyen des cessions réalisées au cours des vingt-quatre derniers mois si ce prix moyen est supérieur au prix retenu lors de la cession de la dernière tranche.

En cas d'exercice du Droit de Sortie Totale, il sera procédé, à l'initiative du Représentant des Porteurs des ADP2016, à la cession des ADP2016 Offertes dans le délai visé dans le projet de transfert notifié ou, si rien n'est prévu à cet effet, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de l'expiration du délai indiqué au paragraphe (C) ci-dessus.

- (D) A l'effet de s'assurer du rachat par l'Acquéreur des ADP2016 Offertes et de leur paiement dans ce délai, la Partie Concernée ne transférera la propriété des Titres Concernés à l'Acquéreur et ne percevra le prix des Titres Concernés qu'à condition que, simultanément, l'Acquéreur se voie transférer la propriété et s'acquitte du prix de cession des ADP2016 Offertes.
- (E) Dans l'hypothèse où, à l'occasion d'un projet de transfert dûment notifié, les Porteurs des ADP2016 n'auraient pas exercé leur Droit de Sortie Totale dans les conditions précisées à l'Article e.3, la Partie Concernée pourra procéder au transfert, dans le strict respect des termes du projet notifié et dans le délai prévu par celui-ci ou, à défaut de délai prévu, dans le délai de trente (30) jours à compter de l'expiration des délais de sortie totale.

A défaut pour la Partie Concernée de procéder ainsi, elle devra à nouveau, préalablement à tout transfert de ses Titres Concernés, se conformer aux dispositions du présent article.

- (F) Si, en contravention avec les dispositions qui précèdent, l'Acquéreur procédait à l'acquisition des Titres Concernés de la Partie Concernée mais n'achetait pas les ADP2016 Offertes par les Porteurs des ADP2016, la Partie Concernée serait tenue de se porter elle-même acquéreur dans les mêmes conditions de la totalité des ADP2016 Offertes dans un délai de huit (8) jours à compter de l'expiration du délai imparti au paragraphe (C) ci-dessus à l'Acquéreur.

De même, si l'Acquéreur procédait à l'acquisition des Titres Concernés de la Partie Concernée et des ADP2016 Offertes par les Porteurs des ADP2016 mais ne payait pas les ADP2016 Offertes, la Partie Concernée serait tenue solidairement avec l'Acquéreur de procéder, dans un délai de huit (8) jours à compter de l'expiration de délai imparti au paragraphe (C) ci-dessus, au paiement des ADP2016 Offertes à l'Acquéreur.

- (G) A l'issue de la Période d'Option et dans la mesure où l'Option de Rachat n'a pas été exercée, dans l'hypothèse d'un changement de contrôle de la société qui détient directement ou indirectement le contrôle de la Société au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce (« **l'Actionnaire Ultime** »), les Porteurs des ADP2016 disposeront d'un droit de sortie totale dans des conditions identiques à celles prévues aux Articles (A), (B), (C), (D), (E) et (F), étant précisé que pour l'application de ces derniers la partie désignée comme la « Partie Concernée » correspond à l'« Actionnaire Ultime ». A ce titre, ils auront la possibilité de céder la totalité de leurs ADP2016 à l'Acquéreur, aux mêmes conditions et modalités que celles offertes par l'Acquéreur à l'Actionnaire Ultime à l'exception du prix. En effet, la valeur des ADP2016 sera dans un tel cas déterminée à dire d'expert désigné à la demande de la partie la plus diligente par le Président du tribunal de Commerce du siège social de la Société et statuant dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

(vi) Obligation de Sortie Totale

- (A) A l'issue de la Période d'Option, dans la mesure où l'Option de Rachat n'a pas été exercée et dans l'hypothèse où un ou plusieurs associé(s) ou un ou plusieurs tiers, agissant seul ou de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce (ci-après dénommé le « **Bénéficiaire** ») viendrai(en)t à faire une offre portant sur 100% des actions de la Société (ci-après l' « **Offre** ») et où les titulaires d'actions, représentant au moins 80% des droits de vote de la Société souhaiteraient accepter l'Offre (ci-après la « **Majorité Qualifiée** »), chaque Porteur des ADP2016 (ci-après dénommé individuellement le « **Promettant** » et collectivement les « **Promettants** ») devra (la « **Promesse** »), si le Bénéficiaire en fait la demande par écrit au Représentant des Porteurs des ADP2016, céder au Bénéficiaire les ADP2016 qu'il détiendrait à la date d'exercice de la Promesse.

Le Bénéficiaire devra notifier par écrit le projet d'Offre au Représentant des Porteurs des ADP2016, étant précisé que la notification dudit projet d'Offre devra, à peine d'irrecevabilité, mentionner ou comporter :

- le nom (ou la dénomination sociale) et l'adresse (ou le siège social) du cessionnaire envisagé (ci-après le « **Cessionnaire Envisagé** »), et
 - l'identité de la ou des personnes ayant le contrôle, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, du Cessionnaire Envisagé, et
 - les liens financiers ou autres, éventuels, directs ou indirects, entre les actionnaires composant la Majorité Qualifiée, le Dirigeant et le Cessionnaire Envisagé, et
 - le nombre d'actions ordinaires et d'ADP2016 (ci-après les « **Titres Cédés** ») dont la cession est envisagée, et
 - le prix offert par le Cessionnaire Envisagé, et
 - les autres modalités de l'opération envisagée,
 - une copie de l'offre ferme et faite de bonne foi du Cessionnaire Envisagé dûment signée, et
 - dans le cas d'un Transfert envisagé où le prix ne serait pas payé intégralement en numéraire (ci-après une « **Opération d'Echange** ») ou d'un Transfert envisagé où les Titres Cédés ne seraient pas le seul bien dont le Bénéficiaire envisage le Transfert (ci-après une « **Opération Complexe** »), le Bénéficiaire devra également fournir une évaluation de la valeur des Titres Cédés et des biens qu'il recevrait en échange en cas d'une Opération d'Echange et/ou une évaluation des Titres Cédés en cas d'Opération Complexe.
- (B) Le Bénéficiaire devra adresser au Représentant des Porteurs des ADP2016 sa décision d'exercer la Promesse dans un délai de quinze (15) jours à compter du jour où la condition définie à l'Article f.1 ci-dessus sera remplie (ci-après la « **Notification du Bénéficiaire** »).
- Il devra en outre notifier les termes de l'Offre acceptée, ainsi que l'accord écrit de la Majorité Qualifiée telle que visée à l'article (A) ci-dessus.
- (C) Le Bénéficiaire ne pourra exercer la Promesse que pour la totalité des ADP2016 encore détenues par chacun des Promettants à la date d'exercice de la Promesse, et ce en une seule fois. En cas de pluralité de Bénéficiaires, ils devront s'accorder sur la répartition des Titres cédés entre eux.

(D) Si la Promesse n'a pas été levée dans les conditions susvisées, elle deviendra caduque de plein droit sans indemnité due d'aucune part.

(E) Fixation du prix d'exercice de la promesse :

Dans le cas où la promesse serait levée dans les termes et délais prévus ci-dessus, chaque Promettant s'engage à transférer la propriété de ses ADP2016 conformément aux termes et conditions de l'Offre qui lui auront été notifiés, contre paiement du prix en numéraire.

Le prix d'achat par le Bénéficiaire pour chaque ADP2016 sera valorisé comme une action ordinaire de la Société si les actions ordinaires et les ADP2016 ont la même valeur nominale ; et dans le cas où les deux valeurs nominales seraient différentes, chaque ADP2016 sera valorisée en multipliant la valeur d'une action ordinaire par le rapport entre la valeur nominale d'une ADP2016 et la valeur nominale d'une action ordinaire.

En tout état de cause, le prix d'achat proposé par le Bénéficiaire pour chaque ADP2016 sera au minimum égal au Prix de Rachat auquel sera rajouté le montant du Dividende Cumulé.

(F) Si la Promesse est exercée dans les termes et délais prévus ci-dessus et le prix calculé conformément à l'Article f.5 ci-dessus, le transfert des actions ordinaires et des ADP2016 (le « **Transfert** ») et le paiement du prix de vente interviendront au plus tard trente (30) jours après la date à laquelle l'exercice de la Promesse aura été effectuée par le Bénéficiaire étant précisé que les Porteurs des ADP2016 disposeront, en cas d'Opération d'Echange, et ce tant pour l'exercice de leur Droit de Sortie Totale que de leur Obligation de Sortie Totale, du droit de recevoir un prix entièrement payé en numéraire.

(G) Le Transfert sera subordonné à la délivrance :

- aux titulaires d'actions ordinaires et au Représentant des Porteurs des ADP2016, pour les ADP2016, qui transmettra à chacun des Promettants, en cas de vente, des chèques de banque (ou tout autre document apportant la preuve de l'exécution d'un virement bancaire) d'un montant égal au prix d'achat de ses Titres tel que déterminé au paragraphe (E) ci-dessus ;
- au Bénéficiaire d'un ordre de mouvement donnant à la Société ordre de procéder au Transfert au bénéfice du Bénéficiaire, dûment rempli et signé.

(vii) Représentation pour la vente des ADP2016

Le Représentant des Porteurs des ADP2016 est d'ores et déjà mandaté statutairement par les Porteurs des ADP2016 pour signer tout acte relatif à la revente des ADP2016 résultant notamment de l'exercice de l'Option de Rachat, du Droit de sortie conjoint, et de l'Obligation de Sortie Totale, et en particulier pour la signature des ordres de mouvement au profit selon le cas du Tiers Acheteur, du Bénéficiaire ou de l'Acquéreur. Les ordres de mouvement signés par le Représentant des Porteurs des ADP2016, emportent valablement le transfert des ADP2016, au profit du Tiers Acheteur, du Bénéficiaire ou de l'Acquéreur.

(viii) Tenue de registre des ADP2016

Le registre des mouvements des ADP2016 sera tenu de façon distincte des autres titres de la Société. La comptabilité des ADP2016 sera plus précisément tenue électroniquement, c'est à dire qu'elle ne sera pas reportée sur un registre paraphé.

Cette comptabilité est déléguée par la Société au Représentant des Porteurs des ADP2016 ou à tout autre tiers de son choix.

(ix) Réduction de capital social

Tant que les ADP2016 n'auront pas été achetées suivant les modalités prévues par les présents Statuts, la Société ne pourra opérer aucune réduction de capital social sauf à avoir obtenu l'accord des Porteurs des ADP2016 réunis en Assemblée Spéciale.

(x) Droit prioritaire au boni de liquidation

En cas de liquidation de la Société, le produit de la liquidation disponible après extinction du passif, paiement des frais de liquidation et, plus généralement après tout paiement prioritaire imposé par la loi et les règlements applicables (le « **Boni de liquidation** ») sera distribué dans l'ordre de priorité suivant :

Aux Porteurs des ADP2016 pour un montant égal pour chaque ADP2016 au Prix de Rachat augmenté des Dividendes Cumulés non versés ; étant entendu que si le Boni de liquidation ne couvre pas ce montant, le solde du Boni de liquidation sera réparti entre les Porteurs des ADP2016 au prorata de leur participation dans le capital social de la Société.

Aux titulaires des autres actions de la Société pour un montant égal par action au montant de sa valeur nominale.

Aux Porteurs des ADP2016 et aux titulaires des autres actions de la Société pour un montant proportionnel à leur participation au capital social de la Société dans le respect des termes et conditions qui leur sont applicables.

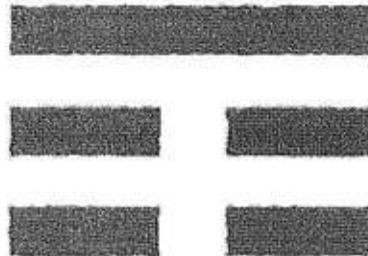
(xi) Modification des statuts

Toutes modifications des statuts modifiant les articles (i) à (x) de la présente annexe, modifiant les droits attachés aux ADP2016 ou augmentant les obligations imposées aux Porteurs des ADP2016 devront avoir été approuvées par l'Assemblée Spéciale des Porteurs des ADP2016 avant d'être soumises au vote de l'assemblée générale extraordinaire de la Société.

L'approbation de l'Assemblée Spéciale des Porteurs des ADP2016 ne sera pas requise pour toute émission de nouvelles actions de préférence dont l'application sera subordonnée à la satisfaction préalable des droits attachés aux ADP2016. Dans cette hypothèse, en l'absence de modification des droits attachés aux ADP2016, les conditions d'application de l'article L225-99 du Code de Commerce ne seront pas réunies.

KEN GROUP
COMPTES CONSOLIDES

kenclub



Exercice clos le 31 décembre 2021

SOMMAIRE

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	4
BILAN CONSOLIDE.....	5
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	6
ETAT CONSOLIDE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	7
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	8
1. PRESENTATION GENERALE	8
2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	8
2.1. Méthodes de consolidation.....	8
2.2. Détermination de l'écart d'acquisition et modalités de dépréciation.....	9
2.3. Immobilisations incorporelles et corporelles	10
2.4. Contrats de location financement.....	10
2.5. Immobilisations financières	10
2.6. Stocks	10
2.7. Créances	11
2.8. Trésorerie	11
2.9. Frais d'augmentation de capital.....	11
2.10. Provisions	11
2.11. Engagements en matière de retraites	11
2.12. Impôts différés	12
2.13. Produits constatés d'avance.....	12
3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	12
4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	13
5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION	13
5.1. Entrée de périmètre.....	13
5.2. Sortie de périmètre.....	13
6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES	13
6.1. Autres produits d'exploitation.....	13
6.2. Charges de personnel	14
6.3. Résultat financier.....	14
6.4. Résultat exceptionnel.....	15
6.5. Impôts courants et différés.....	15
6.6. Evolution des immobilisations en valeurs nettes.....	17
6.7. Immobilisations incorporelles	17
6.8. Ecart d'acquisition.....	18
6.9. Immobilisations corporelles.....	19
6.10. Immobilisations financières	20
6.11. Créances clients et comptes rattachés.....	21
6.12. Autres créances et comptes de régularisation.....	21
6.13. Etat des créances par échéances.....	21
6.14. Tableau des flux de trésorerie	22
6.15. Capital social	22
6.16. Provisions	23
6.17. Emprunts et dettes financières.....	23
6.18. Autres dettes et comptes de régularisation.....	24
6.19. Engagements hors bilan.....	24
6.20. Parties liées.....	25
6.21. Rémunération des principaux dirigeants	25

KEN GROUP

6.22.	Effectif moyen.....	25
6.23.	Honoraires des commissaires aux comptes.....	25
6.24.	Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2021	26

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Rubriques (en Euros)		31.12.2021 (12 mois)	31.12.2020 (12 mois)
Chiffre d'affaires		10 984 084	19 632 519
Autres produits d'exploitation	Note 6.1	13 079 302	1 595 343
Achats consommés		(15 116 639)	(20 204 754)
Charges de personnel	Note 6.2	(7 139 864)	(7 861 670)
Autres charges d'exploitation		(348 272)	(1 442 847)
Impôts et taxes		(679 747)	(1 265 461)
Dotations aux amortissements et aux provisions		(6 795 585)	(8 262 351)
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		(6 016 720)	(17 809 220)
Dotation aux amortissements et provisions des écarts d'acquisitions		-	-
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		(6 016 720)	(17 809 220)
Charges et produits financiers	Note 6.3	(1 551 401)	(1 212 289)
Charges et produits exceptionnels	Note 6.4	2 000 987	(452 417)
Impôts sur les résultats - Produits/(Charges)	Note 6.5	644 654	18 463
Résultat net des entreprises intégrées		(4 922 479)	(19 455 464)
Résultat net des entités cédées		32 381	-
Quote part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé		(4 890 099)	(19 455 464)
Intérêts des minoritaires		(68 111)	(176 190)
Résultat net, (part du groupe)		(4 821 988)	(19 279 274)

BILAN CONSOLIDE**ACTIF**

Rubriques (en Curos)		<u>31.12.2021</u>	<u>31.12.2020</u>
Actif immobilisé		40 402 021	48 812 128
Immobilisations incorporelles	<i>Note 6.7</i>	7 316 947	9 423 498
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	<i>Note 6.8</i>	5 363 966	6 649 418
Immobilisations corporelles	<i>Note 6.9</i>	28 220 755	36 799 726
Immobilisations financières	<i>Note 6.10</i>	4 864 320	2 588 904
Actif circulant		21 643 040	16 671 134
Stocks et en-cours		63 990	46 327
Créances clients et comptes rattachés	<i>Note 6.11</i>	1 124 985	738 492
Autres créances et comptes de régularisation *	<i>Note 6.12</i>	14 548 869	8 056 541
Disponibilités	<i>Note 6.14</i>	5 905 196	7 829 774
Total de l'actif		62 045 061	65 483 262

* Dont Impôt différé actif de 938 936C

PASSIF

Rubriques (en Curos)		<u>31.12.2021</u>	<u>31.12.2020</u>
Capitaux propres (Part du groupe)		(24 113 763)	(19 288 340)
Capital	<i>Note 6.15</i>	1 162 694	1 162 694
Prime		9 430 786	9 430 786
Réserves		(29 885 255)	(10 602 546)
Réserves et résultat consolidés		(4 821 988)	(19 279 274)
Intérêts des minoritaires		907 005	971 681
Provisions	<i>Note 6.16</i>	3 027 546	1 938 232
Dettes		82 224 273	81 861 689
Emprunts et dettes financières	<i>Note 6.17</i>	48 278 947	48 365 389
Fournisseurs et comptes rattachés		17 022 555	16 047 734
Autres dettes et comptes de régularisation	<i>Note 6.18</i>	16 922 772	17 448 566
Total du passif		62 045 061	65 483 262

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Rubriques (en Euros)	31.12.2021	31.12.2020
Flux de trésorerie lié à l'activité		
Résultat net des sociétés intégrées	(4 890 099)	(19 455 464)
(+) Amortissements	4 939 432	7 340 520
(+) Provisions	1 109 331	781 071
(+) Variation des impôts différés	(644 654)	(18 463)
(+) Plus-value de cession	(1 938 993)	(12 094)
(+) Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	(229 377)	-
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	(1 654 360)	(11 364 429)
Variation du besoin en fonds de roulement	1 102 173	4 799 918
Flux net de trésorerie généré par l'activité (A)	(552 187)	(6 564 511)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(2 037 586)	(493 862)
Produits de cessions d'immobilisations	4 410 231	125 135
Incidence des variations de périmètre	(90 070)	-
Variation des immobilisations financières	(3 076 864)	43 896
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(794 288)	(324 831)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Emprunts obligataires convertibles	-	311 328
Augmentations des dettes financières	1 600 000	7 326 266
Remboursement des dettes financières	(2 117 612)	(1 135 851)
Variation des comptes courants d'associés	(33 225)	4 915 648
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	(550 837)	11 417 391
Variation de trésorerie (A) + (B) + (C)	(1 897 312)	4 528 049

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Rubriques (en Euros)	Capital social	Réserve légale	Prime d'émission	Réserves	Résultat	Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Au 31 décembre 2020	1 162 694	9 620	9 430 786	(10 612 165)	(19 279 274)	(19 288 340)	971 681	(18 316 659)
Affectation du résultat N-1				(19 279 274)	19 279 274	-		-
Résultat de l'exercice					(4 821 988)	(4 821 988)	(68 111)	(4 890 099)
Autres variations				(3 435)		(3 435)	3 435	-
Au 31 décembre 2021	1 162 694	9 620	9 430 786	(29 894 875)	(4 821 988)	(24 113 762)	907 005	(23 206 758)

Rubriques (en Euros)	Capital social	Réserve légale	Prime d'émission	Réserves	Résultat	Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Au 31 décembre 2019	1 162 694	9 620	9 430 786	(3 818 327)	(6 793 838)	(9 065)	1 147 871	1 138 805
Affectation du résultat N-1				(6 793 838)	6 793 838	-		-
Résultat de l'exercice					(19 279 274)	(19 279 274)	(176 190)	(19 455 464)
Au 31 décembre 2020	1 162 694	9 620	9 430 786	(10 612 165)	(19 279 274)	(19 288 340)	971 681	(18 316 659)

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

1. PRESENTATION GENERALE

La Société est une société par actions simplifiée de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Le siège social est situé au 62 rue Jouffroy d'Abbans, 75017 Paris (France).

Les comptes consolidés de la Société comprennent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par la Société, consolidés par intégration globale. L'ensemble économique est désigné comme le « Groupe ».

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes consolidés du Groupe sont établis dans le respect des principes comptables français, de la première application du règlement ANC 2020-01 relatif aux comptes consolidés homologué par arrêté du 29 décembre 2020 et conformément aux principes énoncés par la 7^{ème} Directive des Communautés Economiques Européennes. Ce nouveau règlement n'a pas d'impacts sur les comptes.

Les états financiers individuels des sociétés du Groupe sont tous arrêtés au 31 décembre, et sont établis selon les principes comptables en vigueur dans leur pays d'activité, en euros, et sont, pour des raisons d'homogénéité, retraités afin d'être consolidés.

Les comptes ont été arrêtés au 31 décembre 2021 dans l'hypothèse d'une continuité de l'activité du Groupe.

2.1. Méthodes de consolidation

Les comptes des sociétés contrôlées de façon exclusive par Ken Group sont consolidés par intégration globale : Les sociétés acquises sont consolidées dès que Ken Group en acquiert le contrôle. Les sociétés cédées sortent du périmètre de consolidation dès que Ken Group en cède le contrôle. Les sociétés dans lesquelles Ken Group exerce une influence notable, sont mises en équivalence.

Une entreprise contrôlée ou sous influence notable est exclue du périmètre de consolidation lorsque dès leur acquisition, les titres de cette entreprise sont détenus uniquement en vue d'une cession ultérieure. Si le projet de cession ultérieure porte seulement sur une fraction des titres, le contrôle ou l'influence notable est défini par référence à la fraction destinée à être durablement possédée.

Tous les soldes et opérations réciproques figurant au bilan ou au compte de résultat des sociétés intégrées globalement ont été éliminés. Les profits réalisés à l'occasion de cessions entre les sociétés du Groupe de produits restant en stock à la clôture des exercices ont été éliminés.

2.2. Détermination de l'écart d'acquisition et modalités de dépréciation

Les écarts d'acquisition correspondent principalement à la différence entre le coût d'acquisition des participations consolidées et la part du groupe dans l'évaluation totale des actifs et des passifs identifiés à la date de leur acquisition.

Ces écarts sont amortis selon la méthode linéaire sur une durée d'amortissement de 10 ans pour l'ensemble des écarts d'acquisition existant.

Conformément au règlement applicable, le Groupe a décidé de ne plus amortir de façon systématique les écarts d'acquisition positifs dont la durée d'utilisation n'est pas limitée ; et de procéder à la fin de chaque exercice à un test de dépréciation pour les écarts non amortis.

A la clôture de chaque de chaque exercice, un test de dépréciation est effectué et la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est comparé à sa valeur actuelle. Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition à sa valeur actuelle, c'est-à-dire à la valeur la plus élevée entre sa valeur de marché et sa valeur d'utilité. Une dépréciation est constatée dès lors que la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable. Cette dépréciation est irréversible, même en cas de retour à une situation plus favorable.

Les valeurs comptables des actifs sont revues à chaque clôture.

Le test de valeur est effectué soit au niveau de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») soit au niveau d'un regroupement d'UGT (écart d'acquisition)

Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie de manière indépendante des autres UGT.

La valeur actuelle de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché et la valeur d'utilité. La valeur de marché de l'UGT est déterminée à partir des données de marché récentes observées suivant des critères de rentabilité économiques, d'usages dans la profession basés notamment sur le chiffre d'affaires réalisé.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus, de leur utilisation et de leur sortie. Elle est déterminée à partir des flux de trésorerie futurs, lesquels sont fondés sur les hypothèses économiques et les conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du Groupe à partir du coût moyen pondéré du capital du Groupe.

L'écart d'acquisition global a été affecté à chaque club compris dans cet achat à l'exclusion de ceux qui devaient être liquidés, à partir des EBITDA constatés lors de l'acquisition. En 2021 la diminution s'explique par la reprise en résultat des écarts d'acquisition qui leur avaient été affectés, représentant un montant total de 1 385 K€.

2.3. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition, net des amortissements et des éventuelles dépréciations.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la durée d'utilisation estimée des diverses catégories d'immobilisations, compte tenu des valeurs résiduelles éventuelles.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette après amortissements, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les principales durées d'utilisation retenues, afin de rendre homogène l'évaluation des immobilisations incorporelles et corporelles, sont les suivantes :

Logiciels	1 à 5 ans
Concessions brevets	1 à 10 ans
Construction	20 ans
Aménagements & installations	4 à 20 ans
Matériel	3 à 10 ans
Divers	5 à 10 ans

La valorisation des fonds de commerce est revue à la clôture de chaque exercice dans les UGT avec les écarts d'acquisition ayant la même nature.

Les droits au bail ne font pas l'objet d'un amortissement mais d'un test de dépréciation s'il existe un indice de perte de valeur par rapport à la valeur de marché.

2.4. Contrats de location financement

Lorsqu'une société du Groupe est locataire d'un bien selon un contrat de crédit-bail mobilier présentant les caractéristiques d'une acquisition, la fraction du loyer correspondant à la valeur vénale du bien au début du contrat est immobilisée et amortie selon la méthode ci-dessus, et la dette correspondante est comptabilisée au passif du bilan.

2.5. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les titres de participation non consolidés sont inscrits à leur coût historique d'acquisition qui inclut, le cas échéant, les frais directement imputables à l'acquisition. Une dépréciation est constatée si cette valeur est supérieure à la valeur d'utilité appréciée par la Direction sur la base de différents critères tels que la valeur de marché, les perspectives de développement et de rentabilité et les capitaux propres, en prenant en compte la nature spécifique de chaque participation.

2.6. Stocks

Les stocks sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré. Des provisions sont constituées dès lors que la valeur de réalisation est inférieure au coût de revient.

2.7. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.8. Trésorerie

La trésorerie correspond exclusivement aux disponibilités. Les composantes de la trésorerie sont à court terme.

2.9. Frais d'augmentation de capital

Les frais externes directement liés à l'augmentation de capital sont imputés sur la prime d'émission nette d'impôt lorsqu'une économie d'impôt est générée. Les autres coûts sont comptabilisés en charges de l'exercice.

2.10. Provisions

Les provisions pour charges sont constituées en conformité avec les règles comptables qui définissent un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente de celui-ci.

Les provisions ont été enregistrées en fonction d'évaluations effectuées avec l'aide des avocats et conseils du Groupe en fonction de l'état des procédures en cours et des risques encourus à la date de clôture.

2.11. Engagements en matière de retraites

Le montant des engagements pour les indemnités de départ à la retraite des salariés permanents fait l'objet d'une provision au bilan. Le montant est évalué suivant la méthode des crédits projetés, cette méthode repose sur les éléments actualisés suivants :

- Droits projetés à la retraite au prorata de l'ancienneté,
- Départ volontaire à la retraite à l'âge de 65 ans,
- Salaire de fin de carrière,
- Table de mortalité THV02 et TFV02
- Table de rotation des effectifs de 0% à 14% en fonction de l'âge,
- Evolution des profils de carrière y compris les phénomènes d'inflation : Cadre 1,00%
Non-cadre 1,00%,
- Taux d'actualisation 0,98%.

Au 31 décembre 2021, la provision pour indemnité de départ à la retraite est évaluée à un montant de 213 004 euros.

2.12. Impôts différés

Certains retraitements apportés aux comptes annuels des sociétés pour les besoins de la consolidation ainsi que les différences temporaires entre les résultats imposables fiscalement et les résultats comptables génèrent des éléments de fiscalité différée. Ces différences, donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés selon l'approche bilantielle, qui consiste à constater un actif ou un passif d'impôt différé sur toute différence entre le résultat comptable et le résultat fiscal.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués en fin d'exercice en fonction des derniers taux d'impôts. Ils sont compensés au sein de chaque société ou entité fiscale.

2.13. Produits constatés d'avance

Une partie importante du chiffre d'affaires est constituée par des abonnements dont le terme ne coïncide pas avec celui de l'exercice social. Pour tenir compte de ce décalage, une provision pour abonnements à servir, correspondant à la prestation restant à assurer est constatée au passif du bilan.

3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice 2021, la pandémie de COVID-19 ayant affecté l'activité du groupe Ken Group durant l'exercice 2020 s'est poursuivie. L'arrêté préfectoral en date du 25 septembre 2020, a contraint à arrêter les activités à compter du 26 septembre 2020. La réouverture des restaurants n'a été autorisée qu'à compter du 27 mai 2021, et celle des clubs de sport qu'à compter du 9 juin 2021. Ceci a impacté fortement l'activité des filiales du groupe.

Début 2021, Ken Group a obtenu un complément de prêt garanti par l'Etat de 1,6 million d'euros, portant le total des PGE à 8,9 millions d'euros. Elle a également sollicité le report d'un an d'échéance des PGE.

En janvier 2021, le groupe a été contraint de mettre en liquidation quatre sociétés (Club Bastille, Club Bercy, Club Etoile, Club Esplanade La Défense), dont le nombre d'adhérents s'érodait avant la crise sanitaire, et dont la fragile situation financière s'est fortement dégradée du fait du COVID. Les titres des sociétés avaient été provisionnés à 100% à la clôture de l'exercice 2020.

Au cours de l'année 2021, CMG Sports Club a cédé plusieurs de ses filiales à des franchisés, acteurs du sport sous la marque easyGym : c'est ainsi que la société Club République a été cédée le 30 avril, les sociétés Grands Boulevards et Club Palais Royal le 10 septembre et la société Club Vaugirard le 25 octobre.

Des travaux de rénovation du restaurant géré par la filiale Ken Développement ont été engagés, avec un nouveau concept de restauration.

4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 25 juillet 2022, la société ZAK, actionnaire de Ken Group, a fusionné avec Ken Group, sans que cela n'ait d'impact sur les capitaux propres. Les actionnaires de Zak, les sociétés Hallo et Ceze sont devenues les actionnaires directs de Ken Group.

Le 14 janvier 2022, à l'issue d'une procédure d'expropriation initiée depuis 2015 par l'Etablissement Paris La Défense, un accord a été trouvé qui a abouti à la libération des locaux détenus par CMG Sports Club utilisés pour le club La Défense Coupole. L'indemnité reçue participe au financement de l'activité du groupe pour 2022.

Par ailleurs, suite à la mise en vente des locaux par son propriétaire occupés par la filiale Club Nation, cette société n'exerce plus d'activité depuis avril 2022. La résiliation a donné lieu à la signature d'un protocole avec le propriétaire bailleur.

5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2021 figure en note 6.26.

5.1. Entrée de périmètre

Néant.

5.2. Sortie de périmètre

Les sociétés Club Grand Boulevard, Club Palais Royal, Club République et Club Vaugirard ont été cédés sur l'exercice 2021. Le résultat net du 1^{er} janvier jusqu'à la date de cession des sociétés cédées figure sur une ligne distincte dans le compte de résultat « Résultat net des entités cédées »

Les sociétés Club Bastille, Club Bercy, Club Esplanade et Club Etoile ont été ont fait l'objet d'un jugement d'ouverture de liquidation judiciaire dont la procédure est toujours en cours.

6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES

6.1. Autres produits d'exploitation

Rubriques (en Euros)	<u>31.12.2021</u>	<u>31.12.2020</u>
Suvention d'exploitation	10 851 559	6 769
Produits divers	47 197	11 717
Reprises pour risques et charges	1 536 006	259 650
Reprises provision départ à la retraite	195 190	74 065
Reprises provision immobilisations incorporelles	-	64 548
Reprises provision client	377 718	925 035
Transferts de charges	71 632	253 560
Total	13 079 302	1 595 343

Les subventions d'exploitation correspondent principalement aux aides aux coûts fixes.

La reprise pour risques et charges correspond principalement à des litiges salariés.

6.2. Charges de personnel

Rubriques (en Euros)	31.12.2021	31.12.2020
Salaires	(5 488 540)	(6 636 272)
Charges sociales	(1 586 882)	(919 237)
Autres	(64 442)	(306 162)
Total	(7 139 864)	(7 861 670)

6.3. Résultat financier

Rubriques (en Euros)	31.12.2021	31.12.2020
Charges d'intérêts	(987 046)	(964 976)
Intérêts crédit bail	(406 833)	207 544
Autres charges financières	(357 640)	(194 178)
Dotations financières	(267 789)	(260 825)
Autres produits financiers	419 280	-
Autres produits d'intérêts	48 627	-
Gains de change	-	146
Total	(1 551 401)	(1 212 289)

6.4. Résultat exceptionnel

Rubriques (en Euros)	31.12.2021
Dotation provision PSE	(1 602 878)
Valeur nette comptable des goodwill des sociétés cédées	(1 385 452)
Valeur nette comptable des immobilisations corporelles	(1 000 286)
Diverses charges exceptionnelles	(565 299)
Valeur nette comptable des immobilisations mises aux rebuts	(526 214)
Provision litige	(134 081)
Indemnité licenciement	(29 826)
Charges sur exercices antérieurs	(27 193)
Diverses Pénalités	(18 257)
Produits de cession des immobilisation financières	4 678 773
Produits sur exercices antérieurs	866 409
Remboursement assurance	777 432
Reprise provision sur des immobilisations mises aux rebuts	507 481
Divers produits exceptionnels	189 914
Produits de cession des immobilisation corporelles	180 387
Reprise provision PSE	60 251
Reprise provision licenciement	29 826
Total	2 000 987

6.5. Impôts courants et différés*Analyse de la charge d'impôt*

Rubriques (en Euros)	31.12.2021	31.12.2020	Variation
Impôt exigible	-	-	-
Impôt différé	644 654	18 463	626 192
Total	644 654	18 463	626 192

Taux effectif d'impôt

Rubriques (en Euros)	31.12.2021
Bénéfice théorique avant impôt	(5 457 753)
Taux d'impôt théorique	25%
Impôt théorique	1 364 438
Différences temporaires	2 233 366
Différences permanentes	(412)
Déficit imputé	53 120
Déficit reportable non activé	(3 005 857)
Charge d'impôts	644 655

Ventilation de l'impôt différé

Rubriques (en Euros)	31.12.2021	31.12.2020
Provision engagements retraite	53 251	68 623
Taxes fiscales	3 153	4 057
Provision litige	287 858	-
Provision client	165 626	233 464
Provision PSE	400 720	15 063
Retraitement crédit-bail	59 633	9 988
Provision réglementée	(41 304)	(27 536)
Total	928 936	303 657

Rubriques (en Euros)	31.12.2021	31.12.2020
Impôt différé actif au bilan	928 936	303 657
Impôt différé passif au bilan	-	-
Total	928 936	303 657

Groupes d'intégration fiscale

A compter du 1er janvier 2020, toutes les filiales de Ken Group, à l'exception de Ken Club, sont intégrées dans un Groupe d'intégration fiscale dont Ken Group est la tête de Groupe.

Chaque société membre de l'intégration fiscale calcule un résultat fiscal et comptabilise l'impôt comme si elle était imposée séparément.

L'économie d'impôt qui résultera de l'application de l'intégration fiscale sera en principe définitivement acquise à la société mère.

Si les crédits d'impôt générés par les filiales au titre d'un exercice d'appartenance au Groupe Intégré excèdent le montant de l'impôt qu'elles doivent verser à la société mère, les filiales sont détentrices de créances sur la société mère, pour le montant de l'excédent correspondant.

6.6. Evolution des immobilisations en valeurs nettes

Rubriques (en Euros)	Immobilisations Incorporelles	Ecart d'acquisition	Immobilisations corporelles	Total
Solde au 1er janvier 2021	2 774 080	6 649 418	36 799 726	46 223 224
Variation de périmètre	(763 571)	(1 385 452)	(4 617 195)	(6 766 218)
Acquisitions	-	100 000	1 934 630	2 034 630
Cessions	-	-	(1 085 786)	(1 085 786)
Variation des amortissements et provisions	(57 528)	-	(4 881 904)	(4 939 432)
Autres variations	-	-	71 283	71 283
Solde au 31 décembre 2021	1 952 981	5 363 966	28 220 755	35 537 701

6.7. Immobilisations incorporelles

Les mouvements des valeurs brutes des immobilisations incorporelles s'analysent comme suit :

Rubriques (en Euros)	31.12.2020	Variation de périmètre	Augmentat°	Diminut°	31.12.2021
Concessions et droits similaires ..	142 235				142 235
Marque	54 765				54 765
Licences	194 261				194 261
Logiciels	2 791 312	(9 142)			2 782 170
Droit au bail	1 259 031	(230 000)			1 029 031
Fonds commercial	2 508 094	(1 547 665)			960 429
Autres immob. incorporelles	22 000				22 000
Total	6 971 698	(1 786 807)	-	-	5 184 891

Les mouvements des amortissements des immobilisations incorporelles s'analysent comme suit :

Rubriques (en Euros)	31.12.2020	Variation de périmètre	Augmentat°	Diminut°	31.12.2021
Concessions et droits similaires ..	108 513		477		108 990
Marque	11 500				11 500
Licences	194 261				194 261
Logiciels	2 716 857	(9 142)	57 052		2 764 767
Droit au bail	366 859	(230 000)			136 859
Fonds commercial	799 628	(784 093)			15 534
Total	4 197 618	(1 023 236)	57 528	-	3 231 910

KEN GROUP

Les mouvements des valeurs nettes des immobilisations incorporelles s'analysent comme suit :

Rubriques (en Euros)	31.12.2020	Variation de périmètre	Augmentat°	Diminut°	31.12.2021
Concessions et droits similaires ..	33 722	-	(477)		33 246
Marque	43 265	-	-		43 265
Licences	(0)	-	-		(0)
Logiciels	74 455	-	(57 052)		17 403
Droit au bail	892 172	-	-	-	892 172
Fonds commercial	1 708 466	(763 571)	-	-	944 895
Autres immob. incorporelles	22 000	-			22 000
Total	2 774 080	(763 571)	(57 528)	-	1 952 981

6.8. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition s'analyse de la façon suivante :

Rubriques (en Euros)	Valeur brute	Amortissement et provision	Valeur comptable
Société Black Ken	617 534	-	617 534
Société Ken Club	1 060 383	(247 587)	812 796
Société Club Maillot	616 223	-	616 223
Société Club Grenelle	487 546	-	487 546
Société Club Italie	310 441	-	310 441
Société Club Nation	202 140	-	202 140
Société Club Auteuil	426 356	-	426 356
Société Club Denfert	281 713	-	281 713
Société Club Montparnasse	134 885	-	134 885
Société Club St Lazare	350 179	-	350 179
Société Club Monceau	215 545	-	215 545
Société Club Champs Elysées	150 176	-	150 176
Société Club Levallois	279 256	-	279 256
Société Club Issy	305 565	-	305 565
Société CMG Corporate & IMF	173 614	-	173 614
Total	5 611 553	(247 587)	5 363 966

KEN GROUP

Rubriques (en Euros)	31.12.2020	Résultat	Réserves	Réallocation du goodwill CMG Club	Variation de périmètre	31.12.2021
1/ Goodwill en valeur brute						
Société Black Ken	617 534					617 534
Société Ken Club	1 060 383					1 060 383
Société CMG Club	5 219 089		100 000	(5 319 089)		-
Société Club Maillot				616 223		616 223
Société Club Grenelle				487 546		487 546
Société Club République				607 684	(607 684)	-
Société Club Grands Boulevards				275 611	(275 611)	-
Société Club Italie				310 441		310 441
Société Club Nation				202 140		202 140
Société Club Auteuil				426 356		426 356
Société Club Denfert				281 713		281 713
Société Club Montparnasse				134 885		134 885
Société Club St Lazare				350 179		350 179
Société Club Palais Royal				294 333	(294 333)	-
Société Club Monceau				215 545		215 545
Société Club Champs Elysées				150 176		150 176
Société Club Vaugirard				207 824	(207 824)	-
Société Club Levallois				279 256		279 256
Société Club Issy				305 565		305 565
Société CMG Corporate & IMF				173 614		173 614
	6 897 005	-	100 000	-	(1 385 452)	5 611 553
2/ Amortissements goodwill jusqu'au 1er janvier 2016						
Société Ken Club	(247 587)					(247 587)
	(247 587)	=	=			(247 587)
Valeur nette	6 649 418	-	100 000	-	(1 385 452)	5 363 966

6.9. Immobilisations corporelles

Les mouvements des valeurs brutes des immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

Rubriques (en Euros)	31.12.2020	Variation de périmètre	Augmentat*	Diminut*	Transfert	Autres variations	31.12.2021
Constructions	60 112 087	(23 007 966)	35 942				37 140 063
Installations techniques	5 503 176	(1 794 972)	327 594	265 858	13 069		3 783 009
Autres immo. corporelles *	33 338 258	(2 144 332)	449 505	1 503 083	(13 069)	110 905	30 238 183
Immobilisations en cours	10 467 699		1 124 545	817 340	(2 956)		10 771 948
Total	109 421 220	(26 947 270)	1 937 586	2 586 281	(2 956)	110 905	81 933 203
* dont crédits-bail & loc. fi.	6 487 823	(1 130 362)				110 905	5 468 366

Les mouvements des amortissements des immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

Rubriques (en Euros)	31.12.2020	Variation de périmètre	Augmentat*	Diminut*	Transfert	Autres variations	31.12.2021
Constructions	46 949 414	(18 689 905)	2 334 181				30 593 690
Installations techniques	5 043 633	(1 756 123)	219 046	16 145	9 164		3 499 574
Autres immo. corporelles *	20 628 448	(1 884 017)	2 328 677	1 484 350	(9 164)	39 621	19 619 185
Total	72 621 494	(22 330 076)	4 881 904	1 500 495	-	39 621	53 712 449
* dont crédits-bail & loc. fi.	4 703 340	(990 688)	789 665	-	-	39 621	4 541 938

Les mouvements des valeurs nettes des immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

Rubriques (en Euros)	31.12.2020	Variation de périètre	Augmentat*	Diminut*	Transfert	Autres variations	31.12.2021
Constructions	13 162 673	(4 318 061)	(2 298 239)				6 546 374
Installations techniques	459 543	(38 949)	108 548	249 713	3 905		283 435
Autres immo. corporelles *	12 769 811	(260 285)	(1 029 172)	18 733	(3 905)	71 283	10 618 999
Immobilisations en cours	10 467 699		1 124 545	817 340	(2 956)		10 771 948
Total	36 799 726	(4 617 195)	(2 044 318)	1 085 786	(2 956)	71 283	28 220 755
* dont crédits-bail & loc. fi.	1 784 484	(139 673)	(789 665)	-	-	71 283	926 429

La colonne « Autres variations » correspond à une correction d'ouverture.

6.10. Immobilisations financières

Les mouvements des valeurs brutes des immobilisations financières s'analysent comme suit :

Rubriques (en Euros)	31.12.2020	Variation de périètre	Augmentat*	Diminut*	31.12.2021
Participations non consolidés	125 132		334		125 466
Créances rattachés à des participations	218 281		4 992		223 272
Crédit vendeur			3 103 680		3 103 680
Dépôts et cautionnements	2 460 758	(801 448)	35 449	67 590	1 627 169
Total	2 804 171	(801 448)	3 144 454	67 590	5 079 587

Les mouvements des dépréciations des immobilisations financières s'analysent comme suit :

Rubriques (en Euros)	31.12.2020	Variation de périètre	Augmentat*	Diminut*	31.12.2021
Créances rattachés à des participations	215 267				215 267
Total	215 267	-	-	-	215 267

Les immobilisations financières en valeurs nettes sont composées des éléments suivants :

Rubriques (en Euros)	31.12.2020	Variation de périètre	Augmentat*	Diminut*	31.12.2021
Participations non consolidés	125 132		334		125 466
Créances rattachés à des participations	3 014		4 992		8 005
Crédit vendeur			3 103 680		3 103 680
Dépôts et cautionnements	2 460 758	(801 448)	35 449	67 590	1 627 169
Total	2 588 904	(801 448)	3 144 454	67 590	4 864 320

6.11. Créances clients et comptes rattachés

Les valeurs brutes et nettes des créances clients se présentent comme suit :

Rubriques (en Euros)	31.12.2021	31.12.2020
Clients et comptes rattachés	1 787 494	1 170 137
Provision pour dépréciation	(662 509)	(431 646)
Total	1 124 985	738 492

6.12. Autres créances et comptes de régularisation

La valeur des autres créances et comptes de régularisation s'analyse comme suit :

Rubriques (en Euros)	31.12.2021	31.12.2020
Acomptes et acomptes	240 174	-
Avoirs à recevoir	25 204	-
Personnel	61 892	51 161
Organismes sociaux	71 741	73 327
Etat impôts sur les bénéficies	-	-
Impôts différés	928 936	303 657
TVA	3 412 761	2 800 087
Produits à recevoir	6 555 328	1 484 725
Débiteurs divers	1 032 688	1 005 057
Charges constatées d'avance	923 943	774 537
Primes de remboursement des obligations	1 296 202	1 563 991
Total	14 548 869	8 056 541

6.13. Etat des créances par échéances

Les échéances des créances au 31 décembre 2021 s'analysent de la façon suivante :

Rubriques (en Euros)	Montant total	Echéance	
		A moins d'un an	A plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachés à des participations	223 272	-	223 272
Dépôts et cautionnements	1 627 169	-	1 627 169
Créances de l'actif circulant			
Clients et comptes rattachés	1 124 985	1 124 985	-
Autres créances et comptes de régularisation	14 548 869	13 538 667	1 010 202
Total	17 301 023	14 663 652	2 637 371

L'amortissement de la prime de remboursement d'un montant de 286 K€ comptabilisé dans les « Autres créances et comptes de régularisation » ne générera pas de sortie cash.

6.14. Tableau des flux de trésorerie

Trésorerie nette des concours bancaires

Rubriques (en Euros)	31.12.2021	31.12.2020	Variation
Disponibilités	5 905 196	7 829 774	(1 924 579)
Concours bancaires courants et soldes crédeurs de banque	(851)	(28 117)	27 266
VARIATION DE TRESORERIE	5 904 345	7 801 657	(1 897 312)

Variation du besoin en fonds de roulement

Rubriques (en Euros)	Variation 31.12.2021 vs 31.12.2020	Variation 31.12.2020 vs 31.12.2019
Stocks	(17 663)	109 361
Créances clients	(428 057)	529 792
Autres créances et comptes de régularisation	(7 430 103)	762 770
Dettes fournisseurs	5 579 321	4 306 669
Autres dettes et comptes de régularisation	3 398 677	(908 674)
Fonds de roulement	1 102 173	4 799 918

6.15. Capital social

Le capital social de la société s'élève à 1 162 693,60 euros. Il se compose de 2 906 734 actions de 0,4 euro de valeur nominale chacune dont voici la répartition :

(en Euros)	Valeur Titre	Nombre de Titres	Valeur
Actions ordinaires	0,4000	2 134 249	853 700
Actions de Préférence (ADP2016)	0,4000	472 462	188 985
Actions de Préférence (ADP AO)	0,4000	300 021	120 008
Actions de Préférence (ADP ZAK)	0,4000	1	0
Actions de Préférence (ADP KC)	0,4000	1	0
Au 31 décembre 2021		2 906 734	1 162 694

Distributions

La société n'a distribué aucun dividende sur la période.

6.16. Provisions

Les mouvements des provisions s'analysent de la façon suivante :

Rubriques (en Euros)	31.12.2020	Variation de périmètre	Dotations	Reprise	31.12.2021
Provisions pour risques	1 663 743		2 776 881	(1 626 083)	2 814 542
Provisions retraite	274 489	(20 018)	153 722	(195 190)	213 004
Provisions pour risques et charges	1 938 232	(20 018)	2 930 603	(1 821 272)	3 027 546
Provisions pour dépréciation :					
· Immobilisations incorporelles	1 512 968	(841 594)	86 268	(507 481)	250 161
· Immobilisations corporelles	-	-	716 199	-	716 199
· Immobilisations financières	215 267	3 529 053	-	(3 529 053)	215 267
· Clients	431 646	(53 927)	662 509	(377 448)	662 779
· Prime de remboursement des obligations	414 662	-	267 789	-	682 451
Provisions pour dépréciations	2 574 542	2 633 532	1 732 765	(4 413 982)	2 526 857
Total	4 512 775	2 613 515	4 663 368	(6 235 255)	5 554 403

Impact sur le résultat

- Résultat d'exploitation	2 658 620	(5 637 697)
- Résultat financier	267 789	-
- Résultat exceptionnel	1 736 959	(597 558)
	4 663 368	(6 235 255)

6.17. Emprunts et dettes financières

L'évolution des dettes financières s'analyse comme suit :

Rubriques (en Euros)	31.12.2020	Variation de périmètre	Correction	Augmentat*	Diminut*	Autres variat*	31.12.2021	Echéance au 31.12.2021		
								6 mois à un an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	12 281 756					120 236	12 401 992	374 390	-	12 027 602
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit *	22 849 297	(197 159)	414 238	1 600 000	(2 117 612)	-34 107	22 515 157	3 333 872	19 649 016	132 269
Compte courant Accor	3 575 833			4 375			3 580 208	80 208	-	3 500 000
Compte courant Zak	9 622 938				(17 600)		9 505 338	2 122 870	-	7 462 468
Concours bancaires	28 117				(27 266)		851	851	-	-
Intérêts courus	3 197			189 728	(1 274)		191 651	191 651	-	-
Dépôts et cautionnement	3 750						3 750	3 750	-	-
Total	48 365 389	(197 159)	414 238	1 794 103	(2 183 753)	86 129	48 278 947	6 107 592	19 049 016	23 122 339
* Dont emprunt crédit-bail	1 024 430	(197 159)	414 238		(876 356)		1 164 954	1 012 853	151 101	-

La colonne « Correction » correspond à une correction d'ouverture sur le crédit bail.

La colonne « Autres variations » correspond à la capitalisation des intérêts.

6.18. Autres dettes et comptes de régularisation

La valeur des autres dettes et comptes de régularisation s'analyse comme suit :

Rubriques (en Euros)	31.12.2021	31.12.2020
Clients créditeurs et avances et acomptes	455 834	-
Dettes envers le personnel	1 270 257	1 570 089
Dettes sociales	1 992 187	1 413 993
Impôts	2 969	19 239
TVA	1 985 453	1 328 922
Dettes fiscales	683 744	761 733
Autres dettes	2 803	-
Produits constatés d'avance	10 529 524	12 354 589
Total	16 922 772	17 448 566

6.19. Engagements hors bilan

Engagements donnés

Dans le cadre du refinancement BESV pour 8 600 000 euros chez Babylone :

- Hypothèque de 1er rang pour le Crédit Refinancement (7 900 000 euros) ;
- Hypothèque de 2ème rang pour le Crédit Travaux (700 000 euros) ;
- Délégation Cession des loyers actuels et potentiels ;
- Caution personnelle et solidaire des 2 associés (M. Frank-Elie Benzaquen et M. Arthur Benzaquen).

Garantie solidaire sur les loyers Rosny donnée à SCI ROSNINOR, SCC Centre Commercial Rosny II, Indivision Cafeteria, à laquelle CMG Sports Club reste tenue suite à cession du bail, d'un montant de 164 K€.

Caution solidaire donnée à FURGE MULHAUSER, en garantie du loyer de la filiale IMF d'un montant annuel de 57 K€.

Nantissement du fonds de commerce Black Ken pour les emprunts Société Générale de 300 K€, Caisse d'Epargne de 500 K€ dans la limite du capital restant dû pour chaque emprunt.

Nantissement du fonds de commerce White Ken pour l'emprunt Société Générale de 1 700 K€, BRED de 1 500 K€, et Caisse d'Epargne pour 1 300 K€ dans la limite du capital restant dû pour chaque emprunt.

Engagements reçus

Dans le cadre des emprunts chez White Ken :

- Garantie BPI France à hauteur de 25% soit 1 125 K€ sur les prêts Société Générale, Bred et Caisse d'Epargne ;
- Caution personnelle et solidaire de M. Frank-Elie Benzaquen à hauteur de 1 052 K€ pour les prêts Société Générale et Caisse d'Epargne ;
- Caution personnelle et solidaire de M. Arthur Benzaquen à hauteur de 500 K€ pour le prêt Caisse d'Epargne.

Dans le cadre des emprunts chez Ken Group :

Les prêts contractés sur l'exercice 2020 dans le cadre de l'épidémie de COVID-19 bénéficient de la garantie par l'Etat prévue par l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020.

6.20. Parties liées

Les parties liées sont principalement :

- ✓ les actionnaires de Ken Group ;
- ✓ les entreprises associées.

Aucune transaction significative autre que celles décrites dans la présente annexe n'a été réalisée avec les parties liées.

6.21. Rémunération des principaux dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

6.22. Effectif moyen

	<u>31.12.2021</u>	<u>31.12.2020</u>
Cadres	51	69
Employés	226	505
Total	277	575

6.23. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes de Ken Group et de ses filiales figurant dans les comptes consolidés des périodes arrêtées au 31 décembre 2021 s'élève à :

	<u>31.12.2021</u>		
(en Euros)	Audit légal	Autres missions	Total
Finaxis	15 000	-	15 000
Exelmans	58 000	-	58 000
Ernst & Young	22 000	-	22 000
Total	95 000		95 000

6.24. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2021

Sociétés	Forme juridique	Siret	% de contrôle et d'intérêt		Méthode de consolidation
			31.12.21	31.12.20	
Ken Group	SAS	489 723 858 Paris	Société mère	Société mère	
Black Ken	SASU	494 336 761 Paris	100%	100%	Intégration globale
Green Ken	SASU	813 623 469 Paris	100%	100%	Intégration globale
Ken Développement	SASU	533 887 782 Paris	100%	100%	Intégration globale
White Ken	SASU	793 206 855 Paris	100%	100%	Intégration globale
SNC Babylone	SNC	800 070 823 Paris	100%	100%	Intégration globale
Ken Club	SAS	333 884 203 Paris	49,9%	49,9%	Intégration globale
Ken Food	SASU	489 723 858 Paris	100%	100%	Intégration globale
CMG Sports Club	SASU	339 422 289 Paris	100%	100%	Intégration globale
CMG Sports Club Corporate	SASU	413 561 887 Paris	100%	100%	Intégration globale
Instituts des Métiers de la Forme (IMF)	SASU	398 991 042 Paris	100%	100%	Intégration globale
Club Auteuil	SASU	878 866 623 Paris	100%	100%	Intégration globale
Club Bastille	SASU	878 866 748 Paris	*	100%	Intégration globale
Club Bercy	SASU	878 789 916 Paris	*	100%	Intégration globale
Club Champs Elysées	SASU	878 792 589 Paris	100%	100%	Intégration globale
Club Esplanade la Défense	SASU	878 793 363 Paris	*	100%	Intégration globale
Club Denfert	SASU	878 867 290 Paris	100%	100%	Intégration globale
Club Etoile	SASU	878 867 456 Paris	*	100%	Intégration globale
Club Grands Boulevards	SASU	878 867 654 Paris	**	100%	Intégration globale
Club Grenelle	SASU	878 790 187 Paris	100%	100%	Intégration globale
Club Issy les Moulinaux	SASU	878 868 009 Paris	100%	100%	Intégration globale
Club Italie	SASU	878 868 090 Paris	100%	100%	Intégration globale
Club Levallois	SASU	878 868 256 Paris	100%	100%	Intégration globale
Club Maillot	SASU	878 868 371 Paris	100%	100%	Intégration globale
Club Monceau	SASU	878 868 561 Paris	100%	100%	Intégration globale
Club Montparnasse	SASU	878 791 037 Paris	100%	100%	Intégration globale
Club Nation	SASU	878 790 591 Paris	100%	100%	Intégration globale
Club Palais Royal	SASU	878 794 262 Paris	**	100%	Intégration globale
Club République	SASU	878 787 225 Paris	**	100%	Intégration globale
Club Saint Lazare	SASU	878 795 053 Paris	100%	100%	Intégration globale
Club Vaugirard	SASU	878 870 468 Paris	**	100%	Intégration globale

* Société mise en liquidation judiciaire en 2021 dont la procédure est toujours en cours

** Société créée en 2021

Toutes les sociétés sont contrôlées de manière exclusive et sont consolidées par intégration globale.

Les titres de la SNC Babylone sont démembrés. Le groupe détient l'usufruit de l'intégralité des parts sociales. Une analyse a été menée et a conduit la direction à considérer que le groupe détenait le contrôle exclusif de la société.

En conséquence, la SNC BABYLONE est consolidée selon la méthode de l'intégration globale.